

"Multinationales responsables", le souci de l'emploi en guise de cache-sexe : brandir la défense de l'emploi contre l'initiative "Multinationales responsables", c'est recycler un discours à tout faire et contourner les vrais enjeux

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2020)**

Heft 2301

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024155>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

«Multinationales responsables», le souci de l'emploi en guise de cache-sexe

Brandir la défense de l'emploi contre l'initiative «Multinationales responsables», c'est recycler un discours à tout faire et contourner les vrais enjeux

Jean-Daniel Delley - 09 octobre 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/37560>

Dès lors qu'il s'agit de réguler l'activité économique, l'argument massue de l'emploi figure en bonne place dans l'arsenal des opposants. On se souvient de la campagne sur [l'initiative populaire contre l'exportation d'armes](#) dans les années 1970. L'industrie suisse de l'armement et ses quelques milliers d'emplois ne pourraient survivre à une telle interdiction, prétendaient-ils. L'argument est repris en 1997 sur le même [sujet](#), à propos de la réduction de la durée du travail ([1998](#) et [2002](#)), la lex Weber sur les résidences secondaires ([2012](#)) et le salaire minimum ([2014](#)), entre autres.

Aujourd'hui, les adversaires de l'initiative «Multinationales responsables» entonnent la même rengaine. Imposer aux entreprises suisses de se conformer aux standards internationaux en matière de droits humains et de protection de l'environnement reviendrait à sacrifier des emplois aussi bien en Suisse que dans les pays pauvres. Le plus souvent cet argument s'avère tout simplement faux. Voyez le projet d'imposition du bénéfice des entreprises qui a vu une course au moins-disant, sous prétexte qu'un taux trop élevé - en réalité modeste en comparaison internationale - ferait fuir les entreprises multinationales. Or pour la plupart, ces dernières tiennent compte de nombreux autres critères pour s'établir en Suisse.

En réalité, la baisse substantielle des taux d'imposition traduit la concurrence acharnée à laquelle se livre les cantons, chacun croyant tirer son épingle du jeu au détriment des autres. Tout récemment le demi-canton de [Nidwald](#) s'est illustré dans ce jeu destructeur en abaissant son taux de 6 à 5,1 %, mieux que Hong-Kong.

Des emplois seraient en danger si des entreprises ne respectaient pas les standards internationaux en matière de droits humains et

d'environnement ? Car il s'agit bien de cela, et non d'exigences helvétiques qui verraient la Suisse faire la leçon au monde.

Défendrons-nous des emplois qui mettent en danger la santé des employés et celle des populations environnantes ? Des emplois qui imposent des conditions de travail indignes ? L'emploi constitue-t-il l'objectif ultime de nos sociétés, à maintenir et à développer à n'importe quel prix ? Ou ne représente-t-il qu'un moyen d'exercer des activités répondant aux besoins humains, lesquels besoins incluent également l'exigence de dignité des personnes et de respect du milieu naturel ? C'est à ces questions que nous invite à répondre l'initiative pour des multinationales responsables. Et si notre réponse conduit des sociétés comme Glencore à quitter la Suisse, nous ne nous en plaindrons pas. Elle et quelques autres, de par leurs [politiques prédatrices](#), ne contribuent qu'à salir la réputation du pays.

Celles et ceux - organisations économiques, partis et parlementaires - qui semblent si préoccupés par l'impact de cette initiative sur l'emploi, les a-t-on jamais entendus réagir à la disparition des postes de travail dans les secteurs déclinants de l'économie et aux licenciements ne visant qu'à l'optimisation des bénéfices ? Les avons-nous vus monter au front pour proposer une véritable offensive de formation continue et de réinsertion professionnelle, et améliorer la protection des salariés ?

Brandir la défense de l'emploi contre l'initiative «Multinationales responsables», c'est faire usage d'un cache-sexe pour protéger une économie qui ne tolère aucune entrave à son libre exercice, qui est devenue le but suprême de notre société.